
Jean-Pierre JESSENNE, *Collectivités villageoises, lien politique et intégration des territoires ruraux entre deux époques. Le cas septentrional et la France (vers 1750-vers 1850)*.

Diplôme pour l'habilitation à la direction de recherches, Université Charles de Gaulle-Lille III, 27 janvier 1996, jury constitué de Yves-Marie Bercé (président), Roger Dupuy (rapporteur), Gérard Gayot (rapporteur), Jean-Pierre Hirsch, Colin Lucas et Dominique Rosselle.

Jean-Pierre Jessenne et Jean-Luc Mayaud

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/10>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

Jean-Pierre Jessenne et Jean-Luc Mayaud, « Jean-Pierre JESSENNE, *Collectivités villageoises, lien politique et intégration des territoires ruraux entre deux époques. Le cas septentrional et la France (vers 1750-vers 1850)* », *Ruralia* [En ligne], 01 | 1997, mis en ligne le 25 janvier 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/10>

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

Jean-Pierre JESSENNE, Collectivités villageoises, lien politique et intégration des territoires ruraux entre deux époques. Le cas septentrional et la France (vers 1750-vers 1850).

Diplôme pour l'habilitation à la direction de recherches, Université Charles de Gaulle-Lille III, 27 janvier 1996, jury constitué de Yves-Marie Bercé (président), Roger Dupuy (rapporteur), Gérard Gayot (rapporteur), Jean-Pierre Hirsch, Colin Lucas et Dominique Rosselle.

Jean-Pierre Jessenne et Jean-Luc Mayaud

Exposé de soutenance

- 1 L'épreuve en habilitation requiert inévitablement un retour sur soi-même; bien que je goûte peu l'ego-histoire, je me livrerai à l'exercice en retenant surtout qu'il permet de signer une reconnaissance de dette intellectuelle tout en favorisant la réflexion sur un cheminement de recherche. En fait, ce sont surtout quelques résultats de ce cheminement que j'exposerai en essayant de restituer la logique interprétative de la synthèse de mes travaux sur l'histoire sociale du politique dans la France, notamment rurale et particulièrement septentrionale, des dernières décennies de l'Ancien Régime au milieu du XIXe siècle.

Des expériences d'historien et des lectures de la ruralité

- 2 Je ne reviens ici ni sur le rapport de l'historien ruraliste avec ses origines rurales, ni sur les interrogations du présent, ni enfin sur les sources qui ont nourri ma recherche. Je me

borne à évoquer deux types d'expériences fondamentales : les rencontres et la prise de conscience de fractures logiques dans les interprétations de l'histoire des campagnes.

- 3 Parmi les rencontres, je range d'abord des livres qui furent autant d'invitations à la réflexion. Assumant la part d'arbitraire de toute sélection, je citerai notamment une série de titres qui, chacun à leur manière, ont conjugué les histoires sociale et politique et ainsi marqué ma compréhension du passé rural : des *Paysans du Nord*¹ de Georges Lefebvre à *Pouvoir au village*² de Giovanni Levi et à la préface stimulante qu'y propose Jacques Revel, de *Revolution and modernisation of political culture*³ coordonné notamment par Keith Baker et Colin Lucas à *La découverte du politique*⁴ de Michel Vovelle, de *La République au village*⁵ de Maurice Agulhon ou de *l'Histoire des Croquants*⁶ d'Yves-Marie Bercé à la somme d'études sur *Les résistances à la Révolution*⁷ dirigées par François Lebrun et Roger Dupuy. Mais les rencontres furent aussi personnelles. En nommant, dans les premières pages de ma synthèse, les professeurs de lycée qui m'initièrent à l'histoire, j'honore les maîtres et amis qui ont contribué à m'amener à cette soutenance : Pierre Deyon, associé à Alain Lottin, m'a guidé depuis le temps où j'étais en licence et en maîtrise dans notre université; dans une démarche significative de sa hauteur de vue éducative, il a poussé à la composition d'un jury où figurent trois historiens dont il a dirigé les travaux. Gérard Gayot y occupe la place particulière de rapporteur, lui qui m'a accompagné de l'analyse du méthodisme, en licence, à l'écriture des dernières lignes de cette synthèse quand il m'a fait découvrir le très beau livre de Jorge Semprun, *L'écriture ou la vie*⁸. Que Roger Dupuy ait accepté d'être aussi rapporteur revêt pour moi une forte signification : après la lecture stimulante de ses livres, notre rencontre a débouché à la fois sur des perspectives de recherches inter régionales et sur une confiance précieuse, sans doute fondée sur le partage des préventions à l'égard de stéréotypes concernant les paysans.
- 4 La prise de conscience de ces stéréotypes participe des ruptures logiques décisives dans mon cheminement. Je retiendrai, entre autres, quatre expériences de ce type. D'abord, au terme de ma maîtrise⁹, la découverte que le rôle éminent joué par les grands fermiers dans les organismes agricoles du XXe siècle avait son pendant dans les villages du XVIIIe siècle traçait la voie de ma thèse en contredisant quelques idées convenues sur l'Ancien Régime¹⁰. Dépassant la monographie communale et m'attachant aux systèmes relationnels dans les villages, j'y tentais de reconsidérer les rôles respectifs de la propriété et de l'exploitation dans les rapports sociaux à la campagne et plus généralement l'évolution du pouvoir au village à l'épreuve de la Révolution.
- 5 Au temps de cette démarche, j'étais aussi en charge de la formation des instituteurs. J'y ressentis un décalage croissant entre les intentions humanistes des projections didactiques et les difficultés de la mise en œuvre d'un enseignement de l'histoire conciliant méthodes actives et acquisition de connaissances rigoureusement établies. J'en sortis plus conscient de la relativité du temps historique et avec une volonté consolidée de conjuguer du mieux possible les deux logiques de l'histoire : rendre compte de la complexité du passé tout en la simplifiant pour la rendre compréhensible.
- 6 L'immersion plus complète dans l'histoire de la Révolution, favorisée par les sollicitations du bicentenaire, a donné une orientation plus précise à cette exigence. En effet, ce concentré d'histoire qu'est le moment révolutionnaire s'avère aussi un condensé particulièrement dense de failles interprétatives, impossibles à résumer en quelques mots sinon par un raccourci : tandis que ces dernières années de nombreuses rencontres scientifiques mettaient en exergue la complexité des dynamiques révolutionnaires¹¹, une revue, *L'Histoire*, titrait abruptement un numéro consacré au bicentenaire du Neuf

Thermidor, « La mort du tyran ». Face à de telles simplifications quelles qu'en soient les motivations idéologiques ou commerciales j'ai essayé d'aborder la Révolution pour comprendre la conjonction des changements et des continuités, des innovations fondatrices et des violences destructrices et toujours avec l'idée d'une nécessaire excentration vis-à-vis des affrontements au sommet de l'État. Ainsi ai-je tenté de relever l'intéressant défi que Colin Lucas, Keith Baker et Steve Kaplan m'ont proposé en m'invitant au colloque de Stanford sur la Terreur pour faire le point sur « Les questions agraires et la redéfinition de la communauté villageoise »¹². Dans un autre genre, mais avec le même esprit j'ai essayé de remplir la mission, confiée par Robert Muchembled, de proposer une synthèse de l'histoire de la Révolution et de l'Empire¹³.

- 7 Dans cette recherche, l'exigence de compréhension eût sans doute faibli si je n'avais pas eu la chance de participer à des groupes de recherches complémentaires. Le Centre d'histoire de la région du Nord, cadre de rencontres avec des chercheurs de spécialités variées, favorise la confrontation de formulations différentes des mêmes problèmes¹⁴. L'URA 1020, dont la dénomination est devenue, sous la direction de Jean-Pierre Hirsch, « Territoires, marché, culture »¹⁵, constitue une équipe à la créativité problématique stimulante. Si les préoccupations y sont davantage industrielles, marchandes et urbaines, les problèmes soulevés incitent sans cesse à penser l'évolution de la ruralité en liaison avec le changement global et à réfléchir sur les concepts fondamentaux de l'histoire sociale. Or, l'histoire rurale requiert cette réflexion, bien qu'un important et récent ouvrage sur l'histoire sociale n'ait pas envisagé le cas rural¹⁶. Pourtant à son sujet, il faut commencer par se prémunir contre la contamination des analyses historiques par les représentations de la paysannerie.
- 8 Le rapprochement de deux textes tiendra lieu d'appel à vigilance à cet égard. Le 18 avril 1789, à l'issue de l'assemblée du Tiers état du bailliage d'Avesnes en vue des États généraux, le subdélégué Hennet écrit à l'intendant du Hainaut. « L'Assemblée du Tiers n'a été tumultueuse, souligne-t-il, que par le peu d'éducation et la grossièreté des trois quarts et demy des électeurs qui étaient ce qu'on nomme *Rustica progenies* race rustique qui n'ont jamais annoncé que par des cris et des propos aussi cochons qu'eux leurs prétentions presque toujours mal fondées »¹⁷. Cent vingt ans plus tard, en 1913, Delalande, président de l'Union centrale des syndicats agricoles, proclame au congrès de Nice : « Quelle race merveilleuse que ces paysans de France, si pleine d'endurance, de courage et de bon sens ! Sous la casaque du soldat ou derrière la charrue, rien ne l'arrête »¹⁸. L'inversion des représentations de la paysannerie est évidente, mais dans les deux cas, la paysannerie-une est traitée globalement sans la moindre considération pour la diversité sociale des paysans. En filigrane de ces représentations, ce sont évidemment les rôles sociaux et politiques qu'on prétend attribuer aux paysanneries qui sont en jeu.
- 9 Bien d'autres stéréotypes encombrant ainsi l'histoire des campagnes; ils reproduisent d'ailleurs souvent des catégories de pensée antithétiques : révolte ou passivité atavique, archaïsme ou modernité, etc. Finalement, en ce domaine de l'histoire rurale plus qu'en d'autres peut-être, les changements se trouvent canalisés en une évolution linéaire où le passé est interprété en fonction du point d'aboutissement fixé par l'observateur¹⁹. Par conséquent ce n'est pas minimiser les mérites des recherches qui ont précédé les nôtres que d'essayer de relever les écrans qui masquent la compréhension du changement agricole et de l'histoire politique des campagnes. Pour tendre à cette compréhension tout en échappant à la pulvérisation dans la juxtaposition d'études de cas, il est essentiel de s'entendre sur les termes de la recomposition. J'ai bâti la mienne sur trois notions

fondamentales : collectivités villageoises, lien politique et intégration des territoires ruraux. Il convient de les définir brièvement.

- 10 La collectivité villageoise est bien au cœur de la singularité rurale : l'organisation de l'habitation, l'importance du terroir dans l'agriculture, la sociabilité, confèrent à ce territoire élémentaire une importance primordiale. Mais le fait collectif villageois se décline de diverses manières. « Collectivité », terme neutre, désigne le simple agrégat d'habitants. Celui-ci peut se muer en « communauté » quand se nouent des interrelations entre ces habitants ; ces interrelations prennent des formes variées : jouissance de terres ou de droits d'usage mais aussi dépendance économique, administration commune sous forme d'assemblées d'habitants, etc. La collectivité est aussi devenue, au fil des siècles, un maillon dans l'organisation de l'État ; elle est alors « collectivité territoriale » ou « commune » au sens actuel de ces termes. Ces notions ne devraient pas être interchangeables car l'articulation entre les diverses dimensions de la collectivité est justement au cœur de l'établissement du lien politique.
- 11 Dans « lien politique », j'englobe l'ensemble des processus qui confèrent une légitimité à l'État et aux dépositaires de l'autorité. Le lien politique dépend donc de la symbiose entre le fonctionnement des institutions, la détention des fonctions en leur sein et les systèmes de pouvoir. Celui-ci n'est en effet pas réductible aux seuls rouages de l'État, mais implique selon la formule de Jacques Revel, « les réseaux relationnels mobiles » autour desquels s'organise la vie de la cité²⁰. L'effort de définition, forcément trop général dans une présentation comme celle-ci, n'est pas jeu gratuit : d'une part, il conduit au rejet d'une définition confinant le politique aux seuls enjeux nationaux et il implique une acception incluant tous les niveaux et toutes les formes de règlement des affaires publiques, d'autre part il incline à prêter attention à tous les enjeux du pouvoir local (police, régulation sociale, gestion des biens collectifs, etc.).
- 12 De ce fait, il devient logique de prendre en compte la multiplicité des territoires ruraux. En effet, si la collectivité coïncide avec un territoire élémentaire fondamental, il est aussi évident que les marchés des marchandises, du travail ou de la terre tendent à dessiner d'autres territoires incluant souvent une ou plusieurs villes. De même le redéploiement administratif pendant la Révolution redessine les territoires de l'autorité publique. Or, au fil des XVIIIe et XIXe siècles, il est indéniable que l'interdépendance entre ces territoires s'accroît ; avec elle l'intégration progresse. Elle ne signifie pas absorption dans un ensemble uniformisé mais plutôt évolution progressive vers l'amalgame entre des singularités locales et des normes sociales, culturelles et politiques générales.
- 13 La formule « intégration des territoires ruraux » nous situe pleinement au cœur de la problématique de cette synthèse où je suggère quelques directions pour revoir ce qu'il est convenu de nommer « les caractères originaux de l'histoire rurale française » en référence bien sûr à l'œuvre de Marc Bloch. Mais, bien incapable d'embrasser aussi large que ce maître, je mets l'accent sur un siècle de transition marqué par les manifestations diverses d'une extension de l'organisation capitaliste de l'économie et scandé par le grand remuement révolutionnaire (vers 1750-1850). En fait, je propose d'associer davantage de considération pour la très grande variété des exploitations et des formes de transformations agricoles à plus de circonspection dans l'appréciation du rapport entre l'affirmation de l'individualisme, l'évolution des relations communautaires et le comportement politique des collectivités villageoises dans l'État-Nation.

La mise à l'épreuve des collectivités villageoises, les incertitudes du lien politique et finalement une intégration plurielle

- 14 Dans mes recherches, la période 1787-1802 occupe une place centrale ; j'en envisage l'histoire sociale et politique comme association de deux dynamiques indéfectiblement liées. La première résulte du heurt entre des conceptions antagonistes de la souveraineté dans l'État-Nation. Je ne puis développer et me contente de préciser qu'à mon sens, ce problème majeur ne se résume pas à l'impasse d'un prétendu absolu démocratique, thèse dont Marcel Gauchet a proposé une nouvelle version²¹. Quoi qu'il en soit, et là est davantage mon propos, il me paraît illusoire ou assimilable aux réactions du subdélégué du Hainaut d'envisager une histoire du politique ignorant la masse des Français, notamment des paysans. C'est pourquoi, la seconde dynamique est essentielle, c'est justement celle des collectivités territoriales, du pouvoir local et de la participation politique des citoyens. Je commencerai par en dessiner les grandes étapes au cours de la Révolution.
- 15 À la fin de l'Ancien Régime, notamment en France du Nord, le pouvoir au village associe le plus souvent cinq partenaires : le seigneur, l'autorité ecclésiastique, les agents royaux, la communauté et la « fermocratie ». Les problèmes agraires, les mutations culturelles, la conjoncture se conjuguent pour désagréger ce pentagone du pouvoir ; le Régime, qu'on qualifiera bientôt d'Ancien, est aussi miné par cette corrosion « d'en bas ».
- 16 Les États généraux accélèrent alors le redéploiement de l'espace public ; débordant dans une certaine mesure les élites dirigeantes patriotes, le Tiers rural septentrional participe à la synergie de l'opinion publique en exprimant majoritairement une aspiration à l'auto-gouvernement et à l'épurement de la société de corps et de privilèges, garder ce qui est utile, voilà au fond le thème central des doléances. On observe donc un engagement politique villageois plutôt que paysan qui anticipe sur la révolution paysanne diagnostiquée par Georges Lefebvre et qui se manifeste notamment par l'élection de fermiers aux États généraux.
- 17 La Révolution amplifie le processus et ouvre une période au cours de laquelle alternent des expériences successives de décomposition et de recombinaison du lien entre les différents niveaux du pouvoir et les collectivités territoriales. Cette succession s'avère beaucoup plus complexe que la simple substitution de la centralisation à la décentralisation et que la phagocytose des pouvoirs locaux par l'État central. Je ne retiens que trois phases sur les sept ou huit étudiées :
- 18 en 1790, d'abord, la greffe d'une auto-administration intégrée à la nation nouvelle semble réussir parce qu'elle se marie bien aux traditions communautaires. Mais l'expérience se dégrade comme en témoigne la chute de la participation électorale y compris aux élections locales : la multiplication des tensions agraires, alimentaires, religieuses, etc. joue évidemment un rôle, mais les ambiguïtés du système censitaire entrent aussi en ligne de compte. Ce système ne multiplie-t-il pas les contradictions en déclarant tous les Français citoyens tout en prétendant, au sein des communautés, officialiser les différences entre ces mêmes citoyens et réserver l'éligibilité à une minorité²² ?
- 19 deuxième exemple, dans le contexte de 1793-1794, souvent ramené d'un bloc à la Terreur, les inflexions ne sont pas si simples qu'on le prétend souvent. Les législateurs eux-mêmes hésitent sur les solutions territoriales susceptibles de sauvegarder l'unité

nationale, un chassé-croisé entre les options girondines et montagnardes contredit l'usage usuel du terme jacobin et jusqu'à l'automne 1793, les situations locales des pouvoirs et des collectivités vont de l'engagement marqué en faveur du gouvernement révolutionnaire au refus de ses injonctions. Les attitudes de conformisme minimal pour préserver la collectivité sont certainement les plus communes. La véritable rupture est introduite par la loi de frimaire an II (décembre 1793) qui rend exécutoire la centralisation. Elle n'aboutit pas pour autant au contrôle effectif des pouvoirs locaux ²³ ;

- 20 troisième situation : après l'échec des formules territoriales expérimentées sous le Directoire, l'autocratie consulaire et impériale finit par assortir la centralisation absolue des impulsions nationales avec le « laisser faire » du jeu du pouvoir local pourvu que les exigences générales de l'État soient satisfaites. D'ailleurs, si l'Empire s'achève dans une ample « vacance du pouvoir » à l'échelle d'une partie de l'Europe, l'organisation des collectivités territoriales françaises se pérenniserait sans modifications notoires, mais sans non plus favoriser la consolidation du lien politique entre les souverains successifs et la Nation. Ainsi la France se singularise au XIXe siècle par un décalage manifeste entre l'instabilité des régimes politiques et la pacification globale des rapports entre les communautés villageoises et l'État grâce à une administration dirigée mais coulée dans le réseau des hégémonies établies et majoritairement reconnues.
- 21 Tout ceci incline à cesser de considérer la centralisation comme une espèce de seconde nature de l'État français pour la remettre au rang des processus politiques parmi d'autres, résultant d'une redéfinition conflictuelle des emboîtements entre les niveaux de pouvoirs.
- 22 Au travers de ces transformations tâtonnantes, se redessinent des traits saillants des comportements politiques villageois. Il s'avère d'abord que les dynamiques collectives sont le plus souvent irréductibles à une logique unique. Par exemple, l'opposition entre communautés villageoises et individus, présentée comme essentielle par beaucoup d'historiens, paraît largement fictive; on observe plutôt une interaction permanente entre les logiques individuelles ou familiales et les processus communautaires. J'essaye de la montrer aussi bien à propos du double attachement à la propriété foncière individuelle et aux communaux qu'au travers des comportements citoyens à l'occasion des votes ou de la formation des gardes nationales.
- 23 De ce fait, les clivages sociaux, plus ou moins spectaculaires selon les profils agraires, ne se traduisent ni par un affrontement permanent au sein des villages, ni par l'occultation systématique des conflits sous les rapports hégémoniques ; ils entraînent plutôt une oscillation des communautés villageoises entre des manifestations de tensions et des réactions unitaires de cohésion face aux ingérences ou aux menaces diverses. Les interprétations qui ne retiennent que l'une ou l'autre des situations ont de fortes chances d'être réductrices. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les mesures agraires aient abouti, même sous la Convention, à des résultats fort variables et que la communauté villageoise continue de jouer un rôle majeur dans la France rurale du XIXe siècle.
- 24 Les relations avec l'État s'en trouvent évidemment marquées : selon les politiques suivies, selon le degré d'adéquation des formes d'intégration avec les conditions locales du pouvoir ou, plus ponctuellement, selon les comportements des médiateurs de l'État, les attitudes varient entre l'adhésion et les résistances aux impulsions nationales. La « politisation » ne peut donc qu'être relative et fluctuante; tantôt une synergie de fusion dans un mouvement général se développe (en 1789-1790 par exemple), tantôt le repli

« localocentrique » prédomine (sous le Directoire notamment). Dans un tel contexte d'évolution nullement linéaire ou uniforme, l'intégration nationale ne peut se conjuguer qu'au pluriel.

- 25 S'il est ainsi illusoire de rechercher un comportement politique paysan, une attitude collective s'affirme pourtant avec constance et force : c'est le sens de la dignité et le refus de l'instrumentalisation sous l'effet d'interventions extérieures au village. Le reflux à partir de 1790, de la participation électorale sous le régime de la citoyenneté sélective et ambiguë, plus encore les déchirements du lien politique en 1793 s'expliquent largement par ces deux traits qui contribuent finalement à façonner les modes du changement et de l'intégration agricoles en France.
- 26 Après l'abolition du complexe féodal et le coup d'arrêt à la bipolarisation agraire, cette France rurale continue de se caractériser par la densité humaine et par l'association d'exploitants de types très divers, et non par la généralisation du petit propriétaire exploitant, trop mécaniquement extrapolée de la multiplication des cotes foncières. La communauté villageoise se trouve finalement pérennisée pour des raisons identitaires et politiques, mais aussi tout simplement parce que la régulation de l'activité agricole au plus près des particularités locales est finalement la plus efficace dans un contexte d'agrosystèmes fractionnés.
- 27 J'insiste sur l'utilité de cette notion d'agrosystème pour que nos analyses socio-économiques prennent en compte les particularités de l'activité agricole, à savoir la combinaison inévitable des conditions écologiques et de l'ensemble des modalités techniques et humaines mises en œuvre pour exploiter un territoire donné avec ses terroirs et ses potentialités spécifiques. Ainsi jusqu'à une époque récente, trois traits ont régi la logique de ces agrosystèmes : premièrement, le changement s'est opéré par des ajustements forcément ponctuels et adaptés localement à la complémentarité des terroirs; deuxièmement, la juxtaposition d'exploitations de types très différents a contribué à l'organisation du travail agricole en fonction des exigences particulières des productions; enfin, les transformations ont revêtu inévitablement une dimension collective car toucher un élément de l'agrosystème, c'est modifier le tout.
- 28 Au total, s'impose une analyse en terme de compréhension des articulations entre d'une part la transition globale vers une généralisation du capitalisme, d'autre part des zones agrosystémiques diverses; quatre au moins se profilent dans le Nord entre 1750 et 1850 : 1) Le profil bipolaire se caractérise par la juxtaposition de quelques grandes exploitations très puissantes et d'un nombre exceptionnellement élevé de micro-exploitants. Les agrosystèmes villageois sont, dans ce cas, marqués souvent par l'association des terroirs de « plaine » et de vallée et les productions agricoles sont orientées vers le couple céréales-élevage ovin. 2) Le modèle démocratisé se singularise évidemment par la très nette prédominance des petits paysans ; la fermocratie existe, mais elle se fonde dans la catégorie assez nombreuse des « laboureurs cultivateurs » tandis que l'intensification et la diversification poussées abaissent le seuil d'indépendance aux alentours de trois hectares ; ceci n'empêche pas, en raison de la densité humaine, l'existence de gros bataillons de manouvriers-journaliers-ouvriers. 3) Le troisième type repose sur l'importance des exploitations familiales indépendantes et des laboureurs propriétaires exploitants; la conversion progressive aux prairies permanentes y a souvent cours. 4) Enfin le profil étagé ou mixte est marqué par l'importance équilibrée des diverses catégories d'exploitations et par de fortes variations des structures agraires et hégémoniques entre villages contigus. Il suffirait d'ajouter un cinquième cas de figure, le

type agro-pastoral montagnard, pour couvrir tous les profils français. Je réserve pour des publications ultérieures les précisions et la cartographie esquissées dans ma synthèse écrite.

- 29 Finalement, en parallèle avec l'insertion nationale, les campagnes françaises évoluent au XIXe siècle vers une intégration économique et sociale plus poussée mais celle-ci s'avère lente, segmentaire et finalement profonde parce que différentielle et souple. Cette évolution rend absolument inadéquates les recompositions du changement sous la forme de schémas uniformisants et dichotomiques; elle suppose aussi la reformulation des termes de la comparaison à l'échelle européenne.

Des orientations de recherche

- 30 Persuadé de la nécessité de conjuguer plusieurs versions de l'histoire, je considère qu'il est indispensable de développer d'abord une histoire enracinée dans les territoires courants de la ruralité, les micro-territoires de l'exploitation agricole, de l'agrosystème-terroir et de la collectivité villageoise. Ces terrains de recherche permettent des modes d'approche variés et la mobilisation de sources diverses, ils constituent donc des supports privilégiés pour l'initiation de jeunes chercheurs. S'ils reposent sur un choix raisonné de territoires et sur la complémentarité des études concernant les mutations agricoles, les pouvoirs, la régulation sociale, etc., ces travaux doivent déboucher sur une recomposition des voies multiples du changement agricole et de l'intégration politique. Le même objectif peut tout autant être atteint par d'autres démarches. Après la publication des réponses au *Questionnaire de 1790* du département du Pas-de-Calais, grâce à l'appui de la Commission départementale d'histoire et d'archéologie et à un travail d'équipe dont Pierre Bougard fut l'une des chevilles ouvrières, l'établissement, lui aussi collégial, d'une synthèse devrait permettre une recomposition approfondie de l'organisation de la vie collective à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution. À cette méthode, je dirai horizontale, nous avons commencé d'associer une approche verticale par exemple en préparant avec Edna Lemay une publication de la très riche correspondance du député du Nord à la Constituante, le fermier Lepoutre.
- 31 Ces entreprises conduisent à conjuguer des temps différents. Le moment révolutionnaire demeure pour moi un sujet de recherche privilégié qui concentre toutes les problématiques détaillées dans ma synthèse. Il mérite sans doute ici une organisation de la recherche un peu plus constituée ; au C.H.R.N., nous nous y employons par exemple en prévoyant une série de tables rondes sur le Directoire, expérience peu étudiée notamment en matière de pouvoirs locaux. Mais je pense que la Révolution se comprend mieux si on prend soin de la replacer dans des processus sociaux et anthropologiques fondamentaux envisagés dans la longue durée. Les dynamiques communautaires font partie de ces processus et nous en avons fait un des axes de recherche sur l'Europe du Nord-Ouest.
- 32 D'ailleurs la démarche comparative est à mon sens prioritaire, notamment en ce qui concerne l'étude des changements agricoles trop oblitérés par des modèles nationaux abusivement monolithiques. Avec Dominique Rosselle et quelques chercheurs de l'URA 1020, nous tentons de développer cette approche comparative en associant la section ruraliste de notre URA au groupe international qui promeut une histoire comparée des économies rurales des territoires de la Mer du Nord (CORN). Dans cette

perspective comparative, les échanges sont aussi entretenus avec les unités de recherches de Rennes et de Lyon.

- 33 Je conclurai simplement par trois actes de foi historique. D'abord, je suis convaincu que tout ceci ne prend sens que dans le cadre d'un authentique travail d'équipe. En second lieu, je répète que je me veux autant enseignant que chercheur, autant chercheur qu'enseignant et que je suis persuadé que l'Université n'assumera ses missions qu'en permettant l'épanouissement de ces deux fonctions. Mais, somme toute, celles-ci revêtent leur pleine signification quand elles garantissent les vertus formatrices et citoyennes de l'Histoire. Je crois en effet que notre discipline contribue à préserver l'exigence de démocratie, notamment contre un de ses pires ennemis, le mensonge ; je crois aussi que nos démarches sont utiles parce qu'elles donnent à la collectivité l'expérience du passé nécessaire pour préparer l'avenir. La Révolution, les collectivités villageoises sont deux composantes majeures de cette expérience, même si la langue française risque à son tour d'avoir bientôt besoin du mot « terre de personne » pour ne pas utiliser « *no man's land* »

²⁴.

Jean-Pierre Jessenne

Compte rendu

- 34 Roger Dupuy, professeur à l'Université de Rennes 2, souligne en premier lieu l'originalité et l'intérêt de la démarche intellectuelle de Jean-Pierre Jessenne qui a su prendre ses distances à l'égard de modèles prestigieux, tel celui proposé par Georges Lefebvre. Jean-Pierre Jessenne a eu la curiosité d'examiner les réalités à l'échelle paroissiale puis communale afin de mettre en évidence l'autonomie culturelle et politique des communautés paysannes de la France septentrionale, démarche d'autant plus pertinente qu'elle est menée dans le cadre d'une chronologie élargie, ne tenant pas compte de la frontière traditionnellement établie entre les périodes moderne et contemporaine. Roger Dupuy félicite ensuite Jean-Pierre Jessenne pour la précision et la maturité de son travail tout en appréciant également le souci de l'auteur de faire en permanence le lien entre ses fonctions d'enseignant et celles de chercheur, ce qui le conduit, par delà une incessante curiosité historiographique, à une synthèse cohérente qui pêche cependant parfois par un excès d'abstraction verbale. Reste que l'apport de ce mémoire d'habilitation est particulièrement important sur trois thèmes : les collectivités rurales et la Révolution, les collectivités rurales et leur intégration à la Nation, les mutations socio-économiques et politiques. Roger Dupuy regrette toutefois que la dimension culturelle et religieuse n'apparaisse pas suffisamment ce à quoi Jean-Pierre Jessenne répond en faisant notamment remarquer que l'on a abusivement jugé les évolutions majeures de la région à l'aune de la densité de prêtres réfractaires.
- 35 Gérard Gayot, professeur à l'Université de Valenciennes, relève lui aussi que Jean-Pierre Jessenne a intelligemment puisé son inspiration dans les ouvrages majeurs de Marc Bloch, de Lucien Febvre ou de Maurice Agulhon tout en témoignant de son aptitude à mettre en œuvre des problématiques propres à sa génération et à son temps et à présenter en définitive un véritable essai sur les relations de pouvoir à la campagne. Il félicite Jean-Pierre Jessenne d'inviter les historiens à renoncer au postulat d'un monde rural évoluant indépendamment de l'État et de la société modernes. Il apprécie également de le voir mettre à profit sa double expérience d'enseignant et de chercheur pour souligner les dangers de voir la recherche opérer un repli localiste sur un espace cloisonné tandis que

l'enseignement schématise abusivement en présentant des évolutions unilinéaires dans un espace artificiellement unifié.

- 36 Colin Lucas, professeur à l'Université d'Oxford, dit combien il a apprécié le *corpus* aussi bien que la synthèse des travaux de Jean-Pierre Jessenne qui renouvellent particulièrement l'historiographie du monde rural sur quatre points essentiels : la nécessité de considérer le village comme cellule élémentaire de l'histoire rurale ; le rôle du pouvoir local dans la régulation des rapports entre la collectivité et la communauté ; la définition de la transition du XVIIIe au XIXe siècle comme une série d'infléchissements mutuels entre les pressions centralisatrices et le pouvoir local ; les analyses novatrices des rapports entre l'État et les communautés, particulièrement durant la Terreur et le Directoire. Colin Lucas regrette cependant à son tour que le rôle de l'Église dans les communautés ne soit guère évoqué.
- 37 Dominique Rosselle, professeur à l'Université de Lille III, dit combien il apprécie l'œuvre de Jean-Pierre Jessenne pour sa densité, sa cohérence et son souci de convaincre. Il le rejoint d'ailleurs tout particulièrement dans sa volonté de souligner la diversité des systèmes paysans. Il approuve également son choix de porter son regard avant tout à l'échelle des micro-territoires et d'utiliser le concept d'agrosystèmes. Il le soutient enfin totalement dans son souci de donner en permanence une dimension comparative à ses travaux. Il formule néanmoins quelques critiques sur une écriture qui se perd parfois dans un jargon de conceptualisation. Il aurait par ailleurs souhaité voir l'accent mis sur la dimension ethnographique et sur les problèmes religieux. D'autres interrogations viennent également à l'esprit à la lecture de la synthèse de Jean-Pierre Jessenne : quel a été le rôle des acteurs non paysans ? qu'en est-il de la place des femmes dans la gestion des exploitations ? quel a été l'impact de l'économie de guerre ? l'influence des sociétés populaires ? Après avoir remarqué qu'il a largement pris en compte le rôle des artisans dans le monde rural, Jean-Pierre Jessenne répond en rappelant que sa démarche est celle d'une habilitation qui fait le bilan d'une réflexion de chercheur et ne vise pas, contrairement à la thèse, à exposer la totalité d'une démonstration.
- 38 Jean-Pierre Hirsch, professeur à l'Université de Lille III, souligne que la travail de Jean-Pierre Jessenne respecte totalement les règles d'une véritable habilitation, conceptualisant 25 années de recherche et d'expérience d'enseignement, prenant ses distances avec les travaux antérieurs et proposant de nouvelles directions de recherche en suivant une démarche fondée entre autres sur une incontestable curiosité pour le présent et le refus des modèles. En invitant à briser la frontière entre le politique et le social, Jean-Pierre Jessenne ouvre une voie féconde pour l'étude du pouvoir au village. Jean-Pierre Hirsch apprécie du reste que le travail ici présenté débarrasse les historiens du cliché de l'apolitisme des paysans. Reste la question de l'existence de classes sociales au village : si ce concept n'a pas permis de décrire les réalités villageoises, faut-il pour autant en conclure que les ruraux ne s'insèrent pas dans les structures traditionnelles du champ politique ? La synthèse de Jean-Pierre Jessenne sur les doléances d'un tiers ordre villageois montre comment peut se former un front, au sein des communautés, par une mobilisation politique conjoncturelle.
- 39 La conclusion de la soutenance revient à Yves-Marie Bercé, professeur à l'Université de Paris IV, président du jury. Il félicite lui aussi Jean-Pierre Jessenne pour avoir présenté, dans son habilitation, un exemple presque parfait de ce genre universitaire nouvellement institué et d'avoir su s'affranchir des modèles idéologiques pré-construits. Il formule toutefois des critiques sur les développements relatifs aux fermiers à propos desquels

Jean-Pierre Jessenne observe une médiocre propension à l'innovation. Il relève de plus que c'est en définitive une idylle sociale qui ressort de l'ouvrage. Jean-Pierre Jessenne répond en rappelant qu'il a présenté toute la gamme des stratégies employées par les grands fermiers pour s'adapter aux conditions nouvelles et qu'il a par ailleurs montré comment de l'éclatement des conflits sociaux on passe à leur étouffement par la cohésion villageoise.

- 40 À l'issue d'une courte délibération, le jury déclare que Jean-Pierre Jessenne est digne du grade de l'habilitation à diriger des recherches et exprime ses félicitations.

Jean-Luc Mayaud

- 41 Correction typographique le 01/01/2003.

NOTES

1. Georges LEFEBVRE, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*, 1924, réédition, Paris, Librairie Armand Colin, 1972, 1020 p.
2. Giovanni LEVI, *Le pouvoir au village*, Paris, Gallimard, 1989 (traduction de l'italien de l'ouvrage de 1985), 230 p.
3. Colin LUCAS [dir.], *The French Revolution and the Creation of Modern Political Culture. Volume 2, The Political Culture of the French Revolution*, Oxford, Pergamon, 1988, 465 p.
4. Michel VOVELLE, *La découverte de la politique*, Paris, La Découverte, 1993, 363 p.
5. Maurice AGULHON, *La République au village*, Paris, Librairie Plon, 1974, réédition : Paris, Éditions du Seuil, 1979, 544 p.
6. Yves-Marie BERCÉ, *Histoire des croquants. Étude des soulèvements populaires au XVIIIe siècle dans le Sud-Ouest de la France*, Paris/Genève, Droz, 1974, 2 volumes, 974 p. [Thèse, Paris IV, 1972].
7. François LEBRUN et Roger DUPUY [dir.], *Les résistances à la Révolution*, Paris, Imago, 1987, 478 p.
8. Jorge SEMPRUN, *L'écriture ou la vie*, Paris, Gallimard, 1994, 319 p.
9. Jean-Pierre JESSENNE, *Lisbourg, une communauté rurale d'Artois au XVIIIe siècle*, Mémoire de maîtrise sous la direction de Pierre Deyon et Bernard Lottin, Université Lille III, 1971.
10. Thèse publiée : Jean-Pierre JESSENNE, *Pouvoir au village et Révolution, Artois, 1760-1848*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1987, 308 p.
11. Citons parmi les publications qui ont rendu compte de ces rencontres : *Pratiques politiques en province à l'époque de la Révolution française, actes du colloque de septembre 1987*, Montpellier, Université Paul-Valéry, 1988, 407 p. (*The French Revolution*)
12. Jean-Pierre JESSENNE, « The Land : redefinition of the Rural Community », dans Keith BAKER [dir.], *The Revolution and Modernisation of Political Culture. Tome IV, The Terror*, 1994, 398 p.
13. Jean-Pierre JESSENNE, *Histoire de France, la Révolution et l'Empire (1783-1815)*, Carré-Histoire, Paris, Hachette, 1993 (réédition 1995), 287 p.
14. L'expérience du colloque « L'image de l'Autre dans l'Europe du Nord-Ouest », en novembre 1994, fut à cet égard significative ; les actes en sont disponibles : Jean-Pierre

JESSENNE [dir.], *L'image de l'Autre dans l'Europe du Nord-Ouest*, Lille, Charles-de-Gaulle-Lille III-CHRN, 1996, 294 p.

15. Remplacé par Gérard Gayot en septembre 1996.

16. Bernard LEPETIT [dir.], *Les formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*, Paris, Albin Michel, 1995, 337 p. Voir par contre la réflexion épistémologique dans Ghislain BRUNEL et Jean-Marc MORICEAU [dir.], *L'histoire rurale en France. Actes du colloque de Rennes (6-8 octobre 1994. Histoire et sociétés rurales*, n° 3, 1er semestre 1995.

17. Archives départementales du Nord, C 7189, Lettre de Hennet, subdélégué à Sénac de Meilhan, intendant du Hainaut, cité par P. Marchand [dir.], *Florilèges des cahiers de doléances du Nord*, Lille, CHRN, 1989, p. 174.

18. Cité par Pierre BARRAL, « Note historique sur l'emploi du terme paysan », dans *Études rurales*, n° 1, 1966, p. 75.

19. Ainsi, l'ouvrage beaucoup loué d'Eugen Weber, intitulé à l'origine *Peasants into Frenchmen* et traduit *La fin des terroirs*, procède de cette tendance ; il globalise l'évolution paysanne et résume la vie collective au village à un long temps d'archaïsme, de localisme et d'incapacité citoyenne qui est sensé durer jusqu'au dernier tiers du XIXe siècle; alors seulement se réaliseraient enfin l'insertion nationale et l'assimilation des normes communes. Eugen WEBER, *Peasants into Frenchmen. The Modernization of Rural France, 1870-1914*, Stanford, 1976, traduction en français : *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1983, 844 p.

20. Jacques REVEL, « L'Histoire au ras du sol », introduction à Giovanni LEVI, *Le pouvoir...*, ouv. cité, 1989, pp. I-XXXIII.

21. Marcel GAUCHET, *La révolution des pouvoirs, la souveraineté, le peuple et la représentation (1789-1799)*, Paris, Gallimard, 1995, 304 p.

22. J'ai consacré à cette dynamique et à ces questions plusieurs articles notamment : Jean-Pierre JESSENNE, « De la citoyenneté proclamée à la citoyenneté appliquée : l'exercice du droit de vote dans le district d'Arras en 1790 », dans *Revue du Nord*, tome LXXII, n° 288, octobre-décembre 1990, pp. 789-839 ; Jean-Pierre JESSENNE, « Des provinces aux départements : l'exemple du Nord et du Pas-de-Calais », dans *Lettre d'information du Centre d'histoire de la région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest. Journée du Centre, 10 novembre 1990*, « Nos départements ont 200 ans », pp. 19-23 ; Jean-Pierre JESSENNE, « La mise en place des administrations locales dans le Pas-de-Calais en 1790 : adhésions et conflits », dans Roger DUPUY [dir.], *Pouvoir local et Révolution, la frontière intérieure. Actes du colloque de l'université de Rennes II, septembre 1993*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995, pp. 169-192 ; Jean-Pierre JESSENNE, « Du sujet au citoyen, la participation rurale aux affaires publiques de l'Ancien Régime au Consulat », dans Ghislain BRUNEL et Jean-Marc MORICEAU [dir.], *L'histoire rurale en France...*, ouv. cité, pp. 123-132.

23. Synthèse de mes travaux sur cette question dans : Jean-Pierre JESSENNE, « The Land : redefinition... », art. cité. La dimension politique et territoriale sera développée dans un article à paraître des *Annales historiques de la Révolution française* : Jean-Pierre JESSENNE, « L'unité de la République et la pérennité des collectivités locales en 1793 : deux logiques politiques antagonistes ? ».

24. Dans l'ouvrage cité, Jorge Semprun, évoquant l'ensevelissement d'un ami dans une fosse commune de Buchenwald, écrit : « Il ne reposerait nulle part, en somme, dans le *no man's land*, puisqu'il n'y a pas de mot français pour la "terre de personne". "Niemansland", en allemand. "Tierra de nadie", en espagnol ».

INDEX

Index chronologique : Ancien Régime, XVIIIe siècle, XIXe siècle